

Le guide de la pollution, fiche d'information



La pollution par les produits chimiques toxiques constitue une crise mondiale.¹ Les autorités de régulation peinent à suivre² le rythme face aux plus de 350 000 substances et mélanges chimiques différents recensés à travers le monde,³ dont beaucoup sont nocifs pour la santé humaine.⁴ Les fabricants de ces produits chimiques contribuent à ce déficit réglementaire en recourant à des tactiques trompeuses et manipulations, telles que la dissimulation de données et la remise en cause de la recherche scientifique indépendante, afin de continuer à produire et distribuer de leurs produits toxiques. Les entreprises se présentent souvent comme des partenaires indispensables à l'élaboration des politiques publiques et de la réglementation⁵ car elles disposent d'un accès unique aux données sur leurs produits chimiques, mais elles utilisent ensuite cette position pour s'opposer systématiquement à la réglementation. Cette fiche d'information résume le rapport complet du Center for International Environmental Law et du Corporate Europe Observatory intitulé : «[Le guide de la pollution : comment l'industrie bloque la réglementation des produits chimiques toxiques](#)» en présentant brièvement quatre études de cas illustrant certaines de ces tactiques trompeuses.

1 Rétention d'informations : substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS)



Les PFAS, également appelées « produits chimiques éternels », sont un groupe de plus de 10 000 produits chimiques artificiels ayant divers effets néfastes sur la santé humaine et l'environnement.⁶ Il a été démontré que les fabricants de PFAS avaient conscience des dangers potentiels de ces substances dès les années 1970 et qu'ils n'ont pas suffisamment informé le public ni les autorités de régulation. Les lobbyistes du secteur des PFAS ont également financé leurs propres études scientifiques afin de contester les données indépendantes validées par des pairs et ont faussé le débat public.

2 Saper la science indépendante : le bisphénol A (BPA)



Le BPA est un perturbateur endocrinien couramment utilisé dans les emballages alimentaires⁷ dont les effets néfastes sur la santé vont des troubles du développement neurologique à une baisse de la fertilité.⁸ Plastics Europe — l'association professionnelle de l'industrie européenne des matières plastiques — a intenté à trois reprises des poursuites contre l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) au sujet de la classification réglementaire du BPA, sans succès.⁹ Dans l'une de ces affaires, elle a fait valoir que certaines des études scientifiques utilisées par l'ECHA étaient limitées, peu fiables ou n'avaient pas été dûment prises en compte¹⁰ — toutes ces allégations ont été jugées sans fondement par les juridictions compétentes.¹¹

3 Création de groupes de façade : le benzène



Le benzène, utilisé dans de nombreuses applications industrielles, est connu depuis des décennies pour ses graves effets sur la santé, notamment son lien étroit avec la leucémie et d'autres cancers du sang.¹² L'industrie des combustibles fossiles a tenté de limiter la réglementation qui lui est imposée en Europe par l'intermédiaire d'un groupe de façade, baptisé « Conservation of Clean Air and Water in Europe » (Concawe), qui s'est opposé aux conclusions de l'organisme scientifique de l'Union européenne préconisant une limite d'exposition professionnelle plus basse pour le benzène.¹³

4 Combiner les stratégies de désinformation : les pesticides



Les pesticides jouent un rôle déterminant dans le déclin des insectes, notamment des pollinisateurs indispensables à notre approvisionnement alimentaire.¹⁴ Les acteurs de l'industrie des pesticides ont eu recours à toute une série de tactiques pour manipuler la science et faire en sorte que leurs produits restent sur le marché. Parmi celles-ci, on peut citer le fait d'ignorer ou d'écarter des évaluations réglementaires les données indépendantes ayant fait l'objet d'une évaluation par les pairs,¹⁵ la rédaction fantôme d'études scientifiques,¹⁶ ainsi que la commande d'une analyse interne des recommandations de l'Autorité européenne de sécurité des aliments concernant les pesticides néonicotinoïdes, tout en la présentant comme une « analyse indépendante ».¹⁷

Recommandations:

- ✓ Interdire aux entreprises qui fabriquent et commercialisent des produits nocifs, tels que les produits chimiques, les pesticides et les plastiques, de participer aux processus réglementaires, à l'instar des règles établies par l'Organisation mondiale de la santé pour l'industrie du tabac.
- ✓ Mettre en place des règles et des procédures claires en matière de conflits d'intérêts afin d'imposer la divulgation des activités de lobbying.
- ✓ Mettre en place des structures scientifiques solides, dotées de ressources suffisantes et véritablement indépendantes afin d'aider les décideurs politiques à mener des recherches sur les substances nocives et à mettre en œuvre des politiques qui protègent la santé humaine et l'environnement.



CENTER for INTERNATIONAL
ENVIRONMENTAL LAW



Corporate
Europe
Observatory

CIEL

Site web ciel.org
Instagram [@ciel_org](https://www.instagram.com/ciel_org)

CEO

Site web corporateeurope.org
Instagram [@Corporateeurope](https://www.instagram.com/Corporateeurope)

Numéros d'enregistrement au registre de transparence des groupes de pression de l'UE:
CEO #5353162366-85 et CIEL #001245815997-85.



Notes de fin

Notes de fin

- 1 Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), *Environmental Outlook on the Triple Planetary Crisis: Stakes, Evolution and Policy Linkages* (OECD, 2025), 157, <https://doi.org/10.1787/257ffbb6-en>.
- 2 United Nations Environment Programme (UNEP), *Global Chemicals Outlook II: From Legacies to Innovative Solutions* (UNEP, 2019), vii, <https://www.unep.org/resources/report/global-chemicals-outlook-ii-legacies-innovative-solutions>; UNEP, *Global Framework on Chemicals – For a Planet Free of Harm from Chemicals and Waste* (UNEP, 2023), 5–8, <https://wedocs.unep.org/items/78b44b29-7325-4924-a16a-4bf194ef64c9>.
- 3 Zhanyun Wang et al., “Toward a Global Understanding of Chemical Pollution: A First Comprehensive Analysis of National and Regional Chemical Inventories,” *Environmental Science & Technology* 54 no. 5 (2020), 2578, https://pubs.acs.org/doi/pdf/10.1021/acs.est.9b06379?ref=article_openPDF.
- 4 United Nations Environment Programme (UNEP), *Global Chemicals Outlook II: From Legacies to Innovative Solutions* (UNEP, 2019), 150–155, <https://www.unep.org/resources/report/global-chemicals-outlook-ii-legacies-innovative-solutions>.
- 5 “International negotiations,” European Chemical Industry Council (Cefic), March 27, 2025, <https://cefic.org/policy/international-negotiations/#h-science-policy-panel-nbsp-nbsp>.
- 6 “Per and Polyfluoroalkyl Substances (PFAS),” UN Environment Programme, accessed November 25, 2025, <https://www.unep.org/topics/chemicals-and-pollution-action/pollution-and-health/persistent-organic-pollutants-pops/and>.
- 7 US Food and Drug Administration, “Bisphenol A (BPA): Use in Food Contact Application,” last updated April 20, 2023, <https://www.fda.gov/food/food-packaging-other-substances-come-contact-food-information-consumers/bisphenol-bpa-use-food-contact-application>.
- 8 Jodi Flaws et al., “Plastics, EDCs, and Health: A Guide for Public Interest Organizations and Policy-Makers on Endocrine Disrupting Chemicals and Plastics,” (IPEN and The Endocrine Society, 2020), 44–46, https://www.endocrine.org/-/media/endocrine/files/topics/edc_guide_2020_v1_6ch-gennew-version.pdf; European Environment Agency (EEA), “Human exposure to Bisphenol A in Europe,” September 13, 2023, <https://www.eea.europa.eu/en/analysis/publications/human-exposure-to-bisphenol-a>.
- 9 ClientEarth, “EU Court delivers final blow to plastics industry on BPA,” March 9, 2023, <https://www.clientearth.org/latest/press-office/press-releases/eu-court-delivers-final-blow-to-plastics-industry-on-bpa/>.
- 10 Case T-636/17, *PlasticsEurope v. Eur. Chem. Agency* (ECHA), ECLI:EU:T:2019:639, ¶¶ 45–50 (Sep. 20, 2019), <https://infocuria.curia.europa.eu/tabs/document?source=document&text=&docid=217994&pageIndex=0&doclang=EN&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=15648547>.
- 11 *Id.* at ¶¶ 61–82.
- 12 “Committee for Risk Assessment RAC, Opinion on scientific evaluation of occupational exposure limits for Benzene,” European Chemicals Agency (ECHA), March 9, 2018, 6, https://echa.europa.eu/documents/10162/13641/benzene_opinion_en.pdf/4fec9aac-9ed5-2aae-7b70-5226705358c7.
- 13 “Uncovered: how a research group created by BP, Shell and ExxonMobil undermined European laws designed to protect people from cancer risks,” Transport & Environment Europe, November 29, 2023, <https://www.transportenvironment.org/articles/how-concawe-a-research-group-created-by-bp-shell-and-exxonmobil-undermined-european-laws-designed-to-protect-people-from-fossil-fuel-emission-linked-cancer-risks>.
- 14 Simon G. Potts et al., Summary for policymakers of the assessment report of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services on pollinators, pollination and food production (IPBES, 2016), 10 (point 14), <https://zenodo.org/records/2616458>.
- 15 “Missed and Dismissed,” PAN-Europe and Générations Futures, 2014, <https://www.pan-europe.info/old/Resources/Reports/PANE%20-%202014%20-%20Missed%20and%20dismissed.pdf>.
- 16 Alexander A Kaurov and Naomi Oreskes, “The afterlife of a ghost-written paper: How corporate authorship shaped two decades of glyphosate safety discourse,” *Environmental Science and Policy* 171 (2025), <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2025.104160>.
- 17 “Letter to EFSA: EFSA peer review of the pesticide risk assessment,” Bayer, 41 https://corporateeurope.org/sites/default/files/letter_interexchange_.